



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI

Hors commission - Pacte Territorial d'Insertion départemental (PTI) 2022-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Pacte Territorial d'Insertion (PTI), élaboré par le Département, est le document de gouvernance des politiques d'insertion instauré par la loi n°2008-12449 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, modifiée par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013. Il définit les modalités de coordination des actions entreprises par les acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, dont les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) en lien avec le Programme Départemental d'insertion (PDI).

Pour le PTI 2022-2025, le Département de l'Hérault souhaite associer les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à la signature de celui-ci. A noter que le PTI associe des acteurs tels que l'Etat, la Région, Pôle Emploi, la Caisse d'Allocations Familiales, l'Union Départementale des Centres Communaux d'Action Sociale de l'Hérault, l'Association Régionale des Missions Locales, etc...

Sur la durée du Pacte Territorial d'Insertion, les partenaires s'engagent à :

- Contribuer à l'animation du partenariat autour de la déclinaison opérationnelle des orientations territoriales, définies conjointement et annexées au PTI départemental ;
- Réaliser des actions s'inscrivant dans un ou plusieurs des objectifs proposés ;
- Apporter leur offre de services en mobilisant leurs moyens humains et financiers ;
- Faciliter les synergies et la mutualisation entre les différentes parties ;
- Participer à l'analyse et à l'évaluation des réalisations et des résultats au niveau départemental et local.

Le nouveau PTI s'appuie sur une feuille de route déclinée autour de quatre axes : la levée des freins à l'insertion, l'accompagnement et la mise en relation avec le monde du travail, la continuité des parcours et le pilotage.

Par ailleurs, la volonté du Département est de maintenir l'expérimentation de « *plans d'action locaux* » par territoire de mise en œuvre du Pacte Territorial d'Insertion 2022-2025, dont un à l'échelle du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'échelle du territoire métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ont engagé, dans le cadre du dernier Contrat de Ville, un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion, dans lequel la mobilisation de l'ensemble des acteurs, dont le Département de l'Hérault, tient une place centrale.

Ainsi à l'échelle du territoire métropolitain, dans un souci de cohérence et d'efficience, la bonne articulation entre tout dispositif local de coordination et d'animation des politiques d'emploi et d'insertion existant et le Pacte Territorial d'Insertion constitue un enjeu important.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du Pacte Territorial d'Insertion 2022-2025 du Département de l'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le Pacte Territorial d'Insertion, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Yvan NOSBE.

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-217685-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PTI Hérault 2022-2025.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.